

## État des lieux de la pauvreté et de l'exclusion en Ile-de-France **2007**

**R**ecul du nombre de demandeurs d'emplois en 2007, des bénéficiaires de minima sociaux moins nombreux... Malgré ces signes apparemment de meilleure santé, la réalité est hélas toute autre en Ile-de-France.

Avec un parc social figé, des constructions insuffisantes, des tarifs du secteur privé en hausse, l'accès au logement est de plus en plus difficile dans la région.

La tension autour du dispositif d'hébergement d'urgence est toujours aussi grande, et la pression subie par les services concernés de la part des familles en demande se fait de plus en plus forte.

Outre le logement, une autre réalité de la vie en Ile-de-France est à prendre en compte : les inégalités monétaires. Le ratio entre les hauts et bas revenus y est ainsi plus important que sur le reste du territoire. De plus, un francilien sur dix vit en dessous du seuil de pauvreté, soit avec moins de 788 euros par mois. La pauvreté monétaire touche principalement les familles monoparentales et les couples sans enfants sont les moins exposés.

Au 1er janvier 2007, l'Ile-de-France compte 11,6 millions d'habitants, soit 18,8% de la population métropolitaine. Entre 1999 et 2007, la région a connu une croissance annuelle moyenne de sa population de 0,70%. Elle est supérieure à celle de la France métropolitaine (+0,64%).

### Une région à fortes inégalités

En 2006, 4,5 millions de ménages franciliens ont déclaré des revenus aux services fiscaux. Près de 3 Franciliens sur 4

sont imposables contre 6 provinciaux sur 10. La moitié de la population francilienne vit dans un ménage qui déclare aux impôts un revenu par unité de consommation (UC) de 19 950 €. Ce revenu médian a ainsi progressé de 2,7% par rapport à 2005. Il reste supérieur à celui de la province de 21% mais l'écart s'est à nouveau réduit de 1 point entre 2005 et 2006, confirmant ainsi sa diminution dans le temps.

Cependant, si le revenu médian est plus élevé, les faibles revenus y sont les plus bas : un Francilien sur 10 vit dans un ménage déclarant moins de 6 150 €, soit un revenu inférieur de 3,7% à celui de la province. Entre 2002 et 2006, le revenu des 10% des Franciliens les plus pauvres a augmenté de près de 9%. Dans le même temps, celui des provinciaux a progressé de façon plus

marquée (13%). (voir graphique 1).

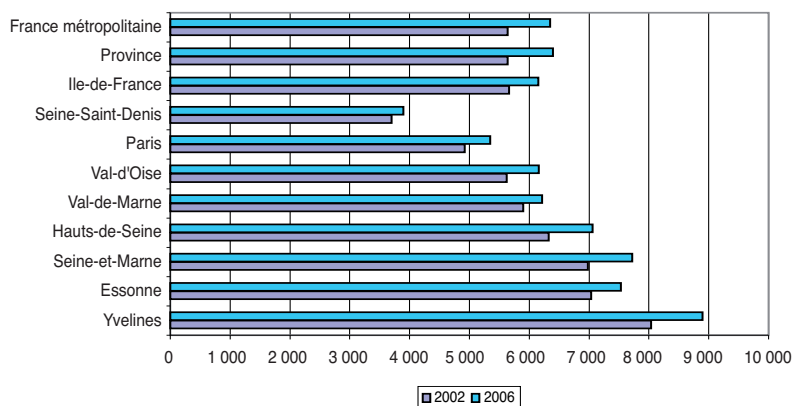
A l'opposé, un Francilien sur 10 vit dans un ménage où le revenu par UC est supérieur à 44 250 €, soit une différence de 12 350 € avec celui de la province.

Le rapport interdécile<sup>1</sup> qui mesure le ratio entre les plus hauts et les plus bas revenus est de 7 contre 5 en province. Ces disparités Ile-de-France et Province se retrouvent au sein même de la région.

Ainsi, à Paris, le seuil des hauts revenus représente plus de 11 fois le seuil des bas revenus. Il est de 36% supérieur à celui de la région. Cet écart est deux fois moins important en Seine-et-Marne, en Essonne ou dans les Yvelines. En revanche, il est proche de 8 dans les Hauts-de-Seine et en Seine-Saint-Denis.

### Graphique 1

#### Evolution du 1er décile du revenu fiscal par unité de consommation selon le département de résidence



Source: INSEE- DGI - Revenus Fiscaux localisés des ménages

<sup>1</sup> Le rapport interdécile rapporte le 9e décile au 1er décile de revenu fiscal par unité de consommation (UC), 10% des personnes appartiennent à un ménage qui déclare un revenu par UC supérieur au 9e décile (les plus hauts revenus) et 10% des personnes appartiennent à un ménage qui déclare un revenu par UC inférieur au 1er décile (les plus faibles revenus).

En 2006, la Seine-Saint-Denis est au dernier rang des départements métropolitains pour les seuils des bas revenus. Par rapport à 2002, le revenu des 10% les plus pauvres n'a d'ailleurs progressé que de 5% dans ce département comme dans le Val-de-Marne. En revanche, l'évolution a été plus rapide dans les Hauts-de-Seine (+12%) tandis que celle de Paris est proche de la moyenne régionale (9%).

### 1 Francilien sur 10 vit avec moins de 788 euros par mois

La redistribution par l'impôt et les prestations sociales réduit les disparités de revenus mais elle ne suffit pas toujours à protéger de la pauvreté. Ainsi, en 2004, 10% des Franciliens ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté monétaire (voir encadré). Ce taux de pauvreté est inférieur de 2 points à celui de la province.

Les Yvelines, l'Essonne et la Seine-et-Marne figurent en tête des départements de métropole ayant les taux de pauvreté les plus faibles (inférieurs à 8%). A l'opposé, la Seine-Saint-Denis est l'un des trois départements les plus touchés, avec un taux de 18%. Les Parisiens sont également davantage exposés que les autres Franciliens : 12% d'entre eux sont pauvres.

Les ménages les plus touchés par la pauvreté sont les familles monoparentales (15%) et les ménages dits complexes (composés de plusieurs familles) (21%). Seuls, 4% des ménages sans enfants le sont. Plus à l'abri de la pauvreté en Ile-de-France qu'en province, 9% des personnes seules vivent sous le seuil de pauvreté dans la région contre 15,2% en province.

Les familles étant plus souvent pauvres, les enfants sont de ce fait fréquemment confrontés à la pauvreté : 18% des jeunes de moins de 20 ans sont dans cette situation. Derrière cette moyenne régionale, les disparités sont relativement fortes. Ainsi en Seine-Saint-Denis, 30% des moins de 20 ans sont concernés, soit trois fois plus que dans les Yvelines et à Paris, un peu moins d'un quart. Dans le Val-de-Marne et le Val-d'Oise, les taux sont proches de la moyenne francilienne.

### Diminution sensible du nombre de bénéficiaires de minima sociaux

Au 31 décembre 2007, 482 000 personnes sont titulaires d'un minimum social, soit une baisse de 4% par rapport à 2006. Ce sont surtout les bénéficiaires de l'ASS, du RMI et de l'API qui accusent respectivement des

reculs de 8,8%, 7,8% et 7,1% (voir tableau).

Parmi les minima sociaux les plus distribués, l'Allocation d'Adulte Handicapé connaît une croissance plutôt linéaire depuis 2002 (voir graphique 2), et témoigne d'un accroissement des bénéficiaires à peu près équivalent chaque année. L'augmentation du nombre des bénéficiaires est due aux entrées dans le dispositif et à la faiblesse des sorties. Entre 2006 et 2007, elle s'élève à 2,2%.

Le fléchissement pour la deuxième année consécutive des bénéficiaires de l'ASS s'explique par le nouveau recul des demandeurs d'emploi de longue durée (voir ci-dessous marché du travail).

Les évolutions du RMI et de l'API proviennent de l'effet conjugué de différentes mesures. De 2002 à 2005, la croissance annuelle du nombre des bénéficiaires est forte. Un des facteurs de cet accroissement pour le RMI tient à la réforme en 2002 de l'assurance chômage. La réduction des

durées d'indemnisation du chômage a fait basculer en 2003 et 2004 des chômeurs vers le RMI.

L'amélioration du marché du travail et les modalités des nouveaux contrats de travail aidés mis en place en 2005 pour les bénéficiaires du RMI et de l'API ont contribué à en réduire le nombre.

La réforme en octobre 2006 du dispositif d'intéressement à la reprise d'une activité professionnelle a mécaniquement eu aussi pour effet de diminuer le nombre des bénéficiaires « payés » au titre de ces deux allocations.

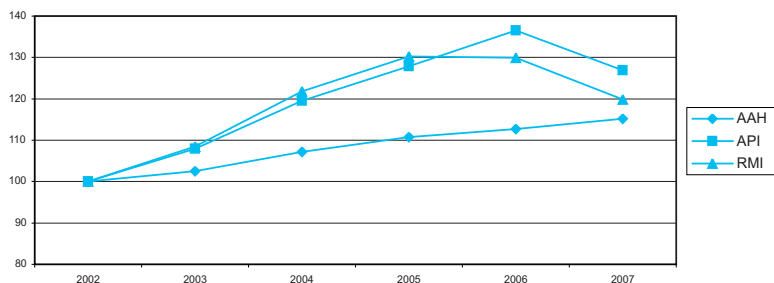
En outre, le principe de subsidiarité de l'API, c'est-à-dire l'obligation pour le parent isolé de faire valoir ses droits aux prestations sociales et aux créances alimentaires, est appliqué depuis 2007. Cette disposition a, en partie, contribué à faire diminuer le nombre des allocataires entrés dans l'année dans le dispositif et toujours présents en fin d'année de 14% en un an.

Tableau: 79% des allocataires touchent soit l'AAH, l'ASS ou le RMI

	Allocataires fin décembre 2006	Allocataires fin décembre 2007	Evolution 2006-2007 en %
Allocation Adulte Handicapé (AAH)	98 238	100 434	2,2%
Allocation Parent Isolé (API)	32 292	29 993	-7,1%
Allocation de Solidarité Spécifique (ASS)	74 646	68 107	-8,8%
Allocation Temporaire d'Attente (ATA)	6 696	10 096	50,8%
Allocation Minimum Vieillesse	49 183	49 292	0,2%
Revenu Minimum d'Insertion (RMI)	228 787	211 056	-7,8%
Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI)	7 317	7 633	4,3%
Allocation Equivalent Retraite (AER)	4 616	5 145	11,5%
<b>Total</b>	<b>501 775</b>	<b>481 756</b>	<b>-4,0%</b>

Sources : Caisses d'allocations familiales d'Ile-de-France, UNEDIC/DES, Fichier National des ASSEDIC, CNAV et CRAMIF

Graphique 2  
Evolution de l'AAH, de l'API et du RMI (Indice 100 en 2002)



Source: Caisses d'Allocations Familiales d'Ile-de-France

Le nombre d'entrants dans le dispositif du RMI dans l'année et toujours présents fin décembre a fléchi de 15% en un an. En revanche, le nombre des bénéficiaires depuis au moins 5 ans est resté stable. Ceci montre la difficulté à sortir du dispositif au fur et à mesure que le temps passe malgré une embellie du marché du travail. La part des allocataires de plus de 50 ans a augmenté de deux points en un an et atteint 30,6% reflétant les obstacles à la reprise d'activité passé un certain cap.

Paris et la Seine-Saint-Denis abritent la moitié des rmistes. Le recul amorcé dès 2005 à Paris se poursuit (-9,8%).

La Seine-Saint-Denis accuse un repli de 6,7%.

En tenant compte de la composition de la famille, c'est près de 3,2 % de la population de la région qui vit dans un foyer percevant le RMI. Entre départements la situation est contrastée : 1,5 % dans les Yvelines, 6,7 % en Seine-Saint-Denis et 3,7% à Paris.

### Des tensions toujours fortes sur le dispositif d'hébergement francilien

En début d'année 2007, le gouvernement a pris des décisions pour l'accueil et l'hébergement des personnes sans abri. Le Plan d'Action Renforcé pour les Sans Abri (PARSA), en permettant la transformation de places d'hébergement d'urgence en places de stabilisation ou d'insertion, a sensiblement modifié la répartition des capacités hivernales en augmentant les capacités pérennes de l'Île-de-France. Concernant l'implantation géographique des structures, on constate un fort engagement des départements de la grande couronne dans la création de places d'hébergement d'urgence, qui regroupent 57% des places nouvelles proposées.

Les propositions de places nouvelles d'hébergement avec un accompagnement social plus développé (stabilisation et CHR) se concentrent quant à elles, davantage dans la petite couronne (72% pour la stabilisation et 65% pour les CHR) que dans la grande couronne.

Le nombre total du dispositif est ainsi d'environ 38 000 places fin 2007.

En 2007, le 115 de Paris a reçu 324 600 appels, soit une hausse de 6,4% par rapport à 2006. Environ deux tiers de ces appels concernent des demandes d'hébergement. 29% des demandes éligibles<sup>2</sup> faites par des personnes isolées n'ont pu aboutir faute de places (voir graphique 3). Ce taux est stable et ce, même si début 2007, des places

supplémentaires ont été mises à disposition pour assurer la mise en place des centres de stabilisation.

Néanmoins, par ce dispositif, ce sont 15 800 personnes qui ont été hébergées en 2007 via le 115 de Paris. Parmi elles, 8 180 isolées<sup>3</sup> et 7 620 personnes en famille<sup>4</sup>. Ces dernières sont davantage orientées vers les hôtels tandis que les personnes isolées le sont plus vers les centres d'hébergement d'urgence. 1 030 personnes ont, quant à elles, été hébergées dans le dispositif Lits-Halte-Soins-Santé (LHSS).

Au total, ce sont 1,478 million de nuitées (dont 72 850 en LHSS) qui ont été attribuées au cours de l'année 2007, soit une baisse de 2% par rapport à 2006 (voir graphique 4). Ce sont les nuitées des personnes isolées qui accusent une diminution et ce, dans un contexte où la demande d'hébergement des personnes isolées semble légèrement s'infléchir. La mise en place du PARSA et la transformation de places d'urgence en stabilisation pourrait en être à l'origine.

### La crise du logement est persistante

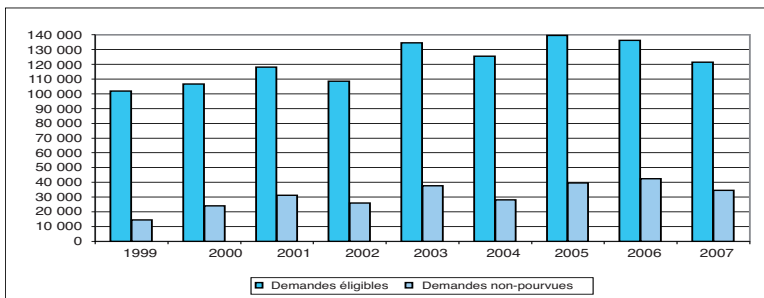
Environ 22 000 logements sociaux ont été financés en 2007 soit une progression de 16% par rapport à 2006 et 47% par rapport à 2004. Plus des 2/3 des logements financés constituent de futures constructions neuves, le reste correspondant à des opérations d'acquisition - réhabilitation. Si on ajoute 3 000 logements financés au titre de la reconstruction par l'ANRU, c'est donc plus de 25 000 logements sociaux qui ont été financés en 2007 en Ile-de-France.

La croissance du nombre de logements neufs mis en chantier, amorcée en 2004, se poursuit mais avec un net fléchissement récent à Paris (-24,2% entre 2006 et 2007). Malgré ces évolutions, ceci ne suffit pas à juguler la crise du logement. La demande de logements locatifs reste soutenue et ce, dans un contexte économique favorable où l'attractivité francilienne est forte.

Le taux de rotation dans le parc HLM se réduit depuis plusieurs années.

### Graphique 3

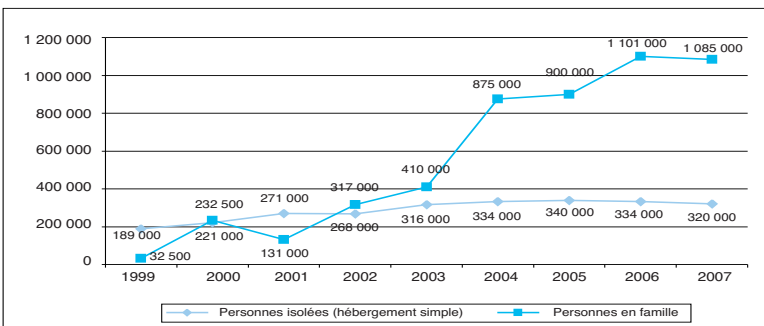
#### Evolution des demandes d'hébergement et demandes non pourvues



Source: Observatoire du samusocialdeParis

### Graphique 4

#### Evolution du nombre de nuitées



Source: Observatoire du samusocialdeParis

<sup>2</sup> Le terme "demandes éligibles" correspond à la somme des demandes d'hébergement aboutissant à une orientation vers une structure et des demandes non pourvues.

<sup>3</sup> Le terme "isolé" fait référence à un usager de 18 ans ou plus, seul, ou en couple sans enfant, ou un mineur déclaré majeur après examen osseux.

<sup>4</sup> Le terme "famille" correspond à un groupe d'individus ayant des liens de parenté comprenant au moins un enfant mineur ou une femme enceinte de plus de trois mois.

Il est de 6,4% en 2007 contre 6,8% en 2006 et 7,6% en 2005. C'est surtout à Paris et en grande couronne que ce taux fléchit le plus. En revanche, il est stable en petite couronne.

Dans le parc privé, selon l'Observatoire des Loyers de l'Agglomération Parisienne, la hausse moyenne de loyer constatée dans l'agglomération parisienne entre 2006 et 2007 (+3,2%) est inférieure à celle de 2005-2006 (+4,6%). C'est une des plus faibles de la période 2001-2005. Le loyer mensuel moyen au 1er janvier 2007 se situe ainsi à 14,7 €/m<sup>2</sup>.

### Le taux de chômage francilien à son niveau de 2001

À la fin du mois de décembre 2007, l'Ile-de-France comptait 469 950 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE de catégorie 1+2+3<sup>5</sup>. La baisse du nombre de demandeurs d'emploi observée depuis début 2005 s'est poursuivie en 2007 avec un recul annuel de -11,7%. Elle concerne toutes les catégories d'inscrits. Toutefois, elle se répercute plus chez les hommes que chez les femmes (-12,1% contre -11,3%) et ce sont les 16-24 ans qui en bénéficient le plus (-15,5%). Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée a de nouveau enregistré un recul particulièrement important : -17,9% en un an. La part de ces derniers dans le total des demandeurs d'emploi est tombée à 32,2%.

Fin 2007, le taux de chômage francilien a reculé de 1 point en un an et est retombé à 6,9%, soit son plus bas niveau depuis fin 2001. La Seine-Saint-Denis (9,8%) et Paris (7,9%) enregistrent toujours un taux de chômage plus élevé que la moyenne nationale (7,5 %). En revanche, dans l'Essonne, les Yvelines et la Seine-et-Marne, celui-ci est particulièrement bas (respectivement 5,2 %, 5,4 % et 5,6%).

Cette embellie du chômage est liée à une forte progression de l'emploi salarié francilien (+80 000 en 2007 selon l'UNEDIC), alors que le recours aux dispositifs d'aide à l'emploi s'est légèrement infléchi en Ile-de-France. En 2007, plus de 224 000 Franciliens ont bénéficié de l'une des principales mesures de la politique de l'emploi, soit une baisse de -1% contre une hausse de 3% au niveau national. L'utilisation des mesures de politique de l'emploi demeure toujours plus faible en Ile-de-France qu'au niveau national.

Les résultats enregistrés en 2007 restent néanmoins contrastés selon les contrats. Les employeurs franciliens ont été plus nombreux que les années précédentes à recourir au Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise (SEJE) (+20%). L'augmentation du nombre de contrats d'avenir (+25%) pour les bénéficiaires de minima sociaux n'a pas compensé la diminution (-10%) du nombre d'entrées en Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE). Les salariés embauchés en CAE et en contrats d'avenir restent majoritairement des femmes (65%) et plus d'un sur deux a entre 25 et 45 ans (55%). En Ile-de-France, l'accès au CAE est réservé à toutes les personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, indépendamment de leur ancienneté au chômage. Ainsi, la part des chômeurs de longue durée dans l'ensemble des entrées est beaucoup plus faible qu'auparavant. Les bénéficiaires de contrats d'avenir sont, dans une grande majorité des allocataires du RMI (59%) et dans une moindre mesure de l'ASS (30%). Près de 70% étaient au chômage de longue durée avant leur entrée en contrat.

### Légère hausse des situations de surendettement

Le nombre total de dossiers déposés en 2007, s'élève à 29 980, soit une légère

augmentation de 0,7 % par rapport à 2006, et ce après la baisse constatée entre 2005 et 2006 (-1%).

C'est ainsi que pendant les cinq dernières années, le rythme moyen annuel de croissance des dépôts a augmenté de 4,2% (2,5% au niveau national). Il convient de noter que cette moyenne élevée résulte des fortes hausses enregistrées surtout dès 2004, année de l'entrée en vigueur de la nouvelle procédure de rétablissement personnel.

Fin 2007, le nombre total de ménages en cours de "désendettement", c'est-à-dire ayant bénéficié ou étant sur le point de bénéficier d'une mesure destinée à remédier à leur surendettement est d'environ 24 600, soit 1% de plus que l'an dernier. L'homologation des mesures par les autorités judiciaires ainsi que les décisions d'orientation vers la Procédure de Rétablissement Personnel sont en augmentation (respectivement +25% et + 8%) tandis que les plans conclus suite à un accord entre débiteurs et créanciers accusent un fléchissement de 9%.

#### Pauvreté monétaire

Une personne est considérée comme pauvre lorsque son niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Ce seuil est fixé à 60% du niveau de vie médian national conformément aux conventions privilégiées en Europe.

**Le taux de pauvreté correspond à la proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur à ce seuil, soit 788 € par mois en 2004.**

Le **niveau de vie** est un revenu par équivalent adulte, comparable entre ménages de compositions différentes. Il correspond au revenu disponible rapporté au nombre d'unités de consommation (UC) du ménage : tous les membres du ménage ont donc le même niveau de vie. Le nombre d'unités de consommation est calculé selon le principe suivant : le premier adulte compte pour 1, les autres personnes de 14 ans ou plus pour 0,5 et les enfants de moins de 14 ans pour 0,3.

Le **revenu disponible** d'un ménage est un revenu après redistribution par l'impôt et les prestations sociales. Il comprend l'ensemble des revenus déclarés à l'administration fiscale (revenus d'activité salariée ou indépendante, indemnités de chômage, pensions d'invalidité ou de retraite, pensions alimentaires, revenus du patrimoine soumis à l'impôt sur le revenu hors prélèvement libératoire) augmentés des prestations sociales non imposables (prestations familiales, allocations logement, minima sociaux) et diminués des impôts directs (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, contribution sociale généralisée et contribution à la réduction de la dette sociale).

<sup>5</sup> Sont inscrites en catégorie 1+2+3, les personnes sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi, ayant au plus exercé 78 heures d'activité réduite dans le mois et tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.